

Le gouvernement fédéral est censé et va effectivement présenter un projet de loi visant à modifier le Régime d'assistance publique du Canada avant que le tribunal ne rende son jugement.

Même Leonard Shifrin, chroniqueur respecté en matière de politique sociale, qualifie le budget de tas d'inepties.

Le ministre des Finances dit que le plafonnement du RAPC ne touche que les trois provinces les plus riches, alors qu'il touche plus exactement la moitié des pauvres du Canada qui vivent en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique. Cela fait des années que le gouvernement réduit petit à petit l'universalité des programmes en prétendant que seuls les nécessiteux devraient en bénéficier, et voici qu'il détruit le seul programme qui s'adresse entièrement aux pauvres.

Le budget touche les garderies de deux façons. Tout d'abord, le gouvernement n'a toujours pas annoncé de programme national pour les garderies, mais surtout il a décidé de modifier unilatéralement le financement d'un programme fédéral-provincial dont relève ce secteur.

Le procureur général de l'Ontario l'a fort bien exprimé lorsqu'il a dit: «Pourquoi une province, à l'avenir, se fierait-elle à la promesse du gouvernement fédéral de financer un programme si, dès que le programme est établi, celui-ci peut dire: Maintenant que le programme est lancé, nous avons changé d'avis.» Étant donné que le RAPC est le seul moyen d'obtenir de l'aide pour le financement des garderies, on se demande maintenant si les trois provinces pourront ou voudront augmenter leur financement pour faire face à la crise permanente dans ce secteur.

En Ontario, 8000 familles admissibles attendent des places subventionnées dans des garderies. La coalition de l'Ontario pour de meilleures garderies espérait que 5000 à 5300 nouvelles places seraient créées au moment du prochain exercice financier. Elle estime maintenant que le chiffre pourrait être ramené à 1000, en raison du plafonnement du RAPC.

En Colombie-Britannique, comme je l'ai dit pendant la période des questions, on estime que 300 000 enfants ont besoin de services de garderie, alors qu'il n'y a que 20 000 places. Qu'arrive-t-il aux 280 000 autres?

• (1550)

Le Conseil national des autochtones du Canada a déclaré récemment que les autochtones manquaient de

Le budget

garderies, surtout dans les régions urbaines, et qu'ils perdaient, pour cette raison, des occasions de travailler et de s'instruire. On calcule qu'il y a 60 000 autochtones à Vancouver, mais ils ne disposent que d'une seule garderie. Cinq mille enfants Indiens auraient désespérément besoin de garderies et il n'existe qu'une seule garderie gérée par des Indiens, le Sundance Day Care Centre.

À ceux qui reprochent à son gouvernement de négliger les Canadiens et leurs familles, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social cite toujours la caisse d'aide aux projets en matière de garde des enfants comme un exemple resplendissant de l'engagement des conservateurs dans ce domaine. Ils nous montrent maintenant ce qu'il faut penser de cet engagement: ils réduisent les fonds dans cette caisse de 1,75 millions de dollars. Le ministre prétend qu'il bloque seulement les dépenses au niveau de 1989 et que la caisse de 15 millions était sous-utilisée, faute de demande. Les groupes de promotion des garderies répondent que les critères à respecter rendaient ces fonds presque impossibles à obtenir. Les fonds affectés au financement d'autres études ne remplacent pas les capitaux ou les fonds de fonctionnement nécessaires pour créer des places dans les garderies pour les enfants. C'est le seul programme fédéral consacré aux garderies et le gouvernement le réduit.

Je voudrais maintenant parler des coupes pratiquées dans le programme des anciens combattants. Après la Seconde Guerre mondiale, tous les Canadiens étaient d'accord pour aider ceux qui étaient allés se battre au nom de notre pays ou qui avaient été prêts à le faire à se réadapter à la société et à y survivre, surtout ceux qui souffraient des effets de la guerre.

Il ne m'entre pas dans la tête que le gouvernement ait eu assez de cynisme pour faire passer de 8 \$ à 14 \$, soit près du double, le montant des frais journaliers demandés aux anciens combattants pour les soins prolongés et de réduire le programme très réussi pour l'autonomie des anciens combattants. Je signalerai également que la réduction au titre de ce programme constitue un autre exemple de réduction dans les programmes pour les femmes, parce que beaucoup de ces anciens combattants ont une femme au foyer et que du fait de ces compressions, ces ménages vont avoir de plus en plus de mal à rester dans leur maison.

Aujourd'hui, l'âge moyen des anciens combattants se situe au milieu de la soixantaine. Leur nombre diminue. Je trouve inconcevable que le gouvernement réduise les programmes destinés aux anciens combattants puisque